Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Monopole, chômage et inégalités: les visages de la crise capitaliste (I)

Par Yuri Martins-Fontes
Mondialisation.ca, 20 février 2020

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Économie

« L'inégalité est hors de contrôle », affirme un récent rapport d'OXFAM. L'organisation – parrainée par des transnationales qui ne peuvent en aucun cas être « accusées » de socialistes – présente des données qui montrent que le patrimoine de 3,8 milliards d'êtres humains est concentré par seulement 26 magnats (« Bien public ou richesse privée », 2019).

Un rapport de l'Organisation Internationale du Travail des Nations Unies, « Perspectives sociales et de l'emploi dans le monde » (2020), indique que « l'insuffisance d'emplois rémunérés » touche près de « 500 millions de personnes »; depuis la crise économique mondiale de 2008, le système capitaliste n'est plus en mesure de créer « suffisamment d'emplois » pour absorber les jeunes qui rejoignent le marché du travail chaque année. Selon le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder, « la persistance et l'ampleur de l'exclusion et des inégalités liées à l'emploi » imposent des obstacles de plus en plus insurmontables à la recherche d'un « travail décent ».

Certaines conséquences en sont: « l'ubérisation » de la vie, c'est-à-dire la précarité des conditions de travail, les propositions de « contre-réforme »: sans droit à vacances, ni retraite – ni à un lit d'hôpital en cas d'accident avec les « uber » (car la crise a fermé l'hôpital).

« Il s'agit d'une conclusion extrêmement préoccupante, qui a des répercussions graves et alarmantes sur la cohésion sociale » – observe le directeur de l'OIT. En fait, il ne faut pas beaucoup de *vision du monde* pour comprendre les effets de cette mauvaise cohésion sociale sur le discours fasciste croissant – qui contamine le monde de ce nouveau siècle : la xénophobie, les préjugés, la violence, la crainte qui affecte l'être affaiblie par le manque de perspectives ; le désespoir qui, en l'absence de personne à blâmer pour son propre malheur, blâme l'autre, le différent, l'immigré, le périphérique. La haine qui vote avec haine chez le candidat de la haine – parce que, au moins, « est différent de ce qu'il y a »... Est-ce ?

***

Comment les problèmes d'inégalité et de chômage se mêlent-ils? Pourquoi ont-ils empiré depuis la crise capitaliste de 2008? Et pourquoi tout a-t-il tendance à empirer – si rien n'est fait pour arrêter ce q'on appelle (à tort) «progrès» des moules capitalistes?

Examinons certaines causes de cette situation, que l'ONU – malheureusement – seulement « systématise » dans ses rapports, mais ne fait rien pour changer le scénario (compte tenu le droit de veto des États-Unis et de leurs alliés subordonnés européens-occidentaux,

l'organisation n'a presque aucune voix).

Le problème du chômage dans la « crise capitaliste structurelle »

Selon les recherches sociologiques et historico-économiques – théoriques et empiriques –, approfondies par divers courants marxistes contemporains (István Mészáros, Robert Kurz, Moishe Postone, Eleutério Prado, etc.), nous avons connu une aggravation de la « crise structurelle » du capitalisme (qui a conduit, par exemple, à la dégradation de l'État providence européen).

Avec l'automatisation et l'augmentation considérable de la productivité industrielle, résultat de la troisième révolution industrielle (microélectronique), le besoin de main-d'œuvre humaine (pour exécuter la production) a considérablement diminué. Cependant, avec ce faible, les profits du capital ont également tendance à diminuer: un phénomène qui avait déjà été prédit par **Karl Marx**, au XIXe siècle.

Bien que, dans un premier temps, les capitalistes les plus simples aient compris ce processus de « suppression des travailleurs » comme « positif », la conséquence contradictoire de cela est la création d'un obstacle à l'accumulation de capital, ce qui peut conduire le système actuel à une panne. Et la crise économique de 2008 est une vraie preuve (avec des données empiriques, calculées mathématiquement) de ce mouvement de désintégration du régime occidental-moderne.

En général, cette tendance à la baisse du taux de profit est due à l'automatisation croissante de l'industrie. Avec de plus grandes technologies sur la scène, les « taux de profit » de la production capitaliste compétitive ont tendance, non pas à augmenter, mais à diminuer: parce que le travailleur salarié (qui a tendance à être licencié avec l'arrivée de la nouvelle machine) est précisément celui qui produit la «valeur» (d'où le capitaliste soustrait son profit)! Les machines ne produisent rien par elles-mêmes: elles ne fonctionnent pas seules (il n'y a pas de moto-continuos, c'est une impossibilité thermodynamique).

Aussi peu qu'ils soient actuellement nécessaires pour faire fonctionner les usines (qui avec leur super technologie produisent de plus en plus, en moins de temps), ce seront toujours des êtres humains – des travailleurs – qui feront que les machines et des autres créations matérielles deviendront la création de «nouvelles valeurs» (et donc le profit)! C'est précisément dans ce processus de création de «nouvelles valeurs» que le patron s'enrichit encore plus, en retirant à son employé, pour lui-même, cette « plus-value » (dont parlait Marx).

La *plus-value*, en résumé, est le montant volé à chaque travailleur par son patron. Le capitaliste ne paie à son employé que ce dont il a besoin pour survivre (manger, s'habiller, payer pour conduire, louer et donc rester en vie et travailler) ; toutefois, elle oblige ses employés à travailler, chaque jour, « un peu plus de temps » que ce temps réellement « rémunéré » (qui, comme indiqué, est le temps nécessaire à leur survie).

En pratique, la valeur ajoutée est la suivante: le salarié travaille « un peu plus », mais ne gagne pas « un peu plus »: il est systématiquement volé par l'employeur, qui s'enrichit ainsi, en le mettant dans ses poches (lire « banques ») cette valeur supplémentaire produite par le travail supplémentaire du travailleur.

Le mécanisme de la crise structurelle capitaliste

Cependant, la « logique capitaliste » n'est pas seulement mesquine: elle est irrationnelle, inopérante et à long terme a tendance à détruire la majorité des capitalistes, concentrant le pouvoir entre les mains de moins en moins de « propriétaires du monde ».

Voyons comment cela fonctionne:

1 – le salarié devient de plus en plus extensible au processus de production général et le chômage augmente de façon spectaculaire;

2 – d'autre part, avec moins de besoin de travailleurs, le capital augmente l'exploitation du travailleur (car lui, par peur du chômage, accepte plus de restrictions sur les droits du travail, la sécurité sociale, la réduction des salaires, etc.);

3 – bien que la « valeur ajoutée » soit augmentée « relativement » (puisque la technologie apporte une augmentation de la productivité, permettant au salarié super exploité de produire beaucoup plus qu'auparavant), malgré cela la « valeur ajoutée » tend à diminuer en des montants « absolus », parce que la tendance est de diminuer le nombre de travailleurs (volés dans leur temps et leur production, par le mécanisme décrit ci-dessus). Oui ! Car à mesure que le temps passe et que la technologie augmente, que les travailleurs sont licenciés d'usines de plus en plus modernes, le capitaliste aura de moins en moins des salariés à exploiter.

La « crise » dans la pratique quotidienne

Une manière très concrète de penser ce phénomène est de comprendre que, dans le système capitaliste, la richesse matérielle produite par les travailleurs, avant qu'ils ne deviennent des choses à « utiliser » par les gens dans leur vie quotidienne (donc, avant d'avoir une « valeur d'usage », en termes marxistes), la richesse produite a pour fonction de servir de « valeur d'échange », c'est-à-dire d'être vendue, générant ainsi un « profit » pour le propriétaire de l'industrie.

A noter que si ces produits ne sont pas vendus, l'employeur ne pourra évidemment pas empocher son profit. Le patron s'enrichit au point que les gens achètent réellement ce produit fabriqué par leurs employés. Cependant, avec l'aggravation de la « crise structurelle de l'emploi salarié » (décrite ici), c'est-à-dire, avec l'exclusion de la plupart des êtres humains du travail salarié (car l'industrie pleine de nouvelles technologies n'en a plus besoin), il arrive que, progressivement, il y aura moins de personnes ayant un pouvoir d'achat.

Comme la plupart des gens sont « au chômage » – exclus du système productif et du « marché » – il n'y aura donc pas de « consommateurs » pour l'immense quantité de nouveaux produits provenant des industries ultra-modernes. Ou d'une autre manière: le capital, en excluant une énorme masse de personnes du travail salarié, finit par s'abstenir d'exploiter directement ces personnes – ce qui réduit sa possibilité de réaliser un profit.

Conséquences de la crise capitaliste

Résultat immédiat pour la grande majorité des employeurs : à l'avenir, ils seront des « ex-employeurs » ; car la concurrence capitaliste, déjà brutale, quand elle augmente, fera éclater les plus petits capitalistes, aggravant la concentration de la richesse mondiale entre les mains de très peu de gens (puissants contrôleurs de tout et de tous, ceux qui bientôt pourraient peut-être être compté sur les doigts, si la situation persiste).

Comme le dit le rapport OXFAM, susmentionné: « l'inégalité » dans la répartition des richesses dans le monde est « hors de contrôle ». Deux douzaines de vautours abritent la moitié de la misérable population de la planète.

Dans le cas du Brésil (qui « normalement » est déjà un géant d'inégalité et d'ignominie), deux ans après le coup d'État de 2016 (dirigé par le vice-président Temer/MDB, le Congrès du corrompu Cunha/MDB et la honteux Cour Fédérale Suprême – de si peu), le nombre de la comptabilité macabre est d'environ d'une demi-douzaine de propriétaires monopolistiques (Facebook, Ambev, Safra, Votorantim) contrôlant la même chose que 100 millions de personnes!

Résumé de l'éternel coup d'État brésilien: six « *seigneurs d'engenho* » contre la moitié de la population.

Ainsi, au fur et à mesure que marche le «progrès technologique» de modèle capitaliste (consolidé il y a deux siècles), le contingent de chômeurs – travailleurs exclus du système, marche ensemble, monte et ne revient jamais. Ce qui appartient généralement à ces personnes, ce n'est que le «progrès» de la misère: elles commencent à vivre de manière non «monétisée», à travers des activités de subsistance précaires. Mais même ces activités de base de survie sont entravées par la destruction des ressources naturelles promue par le capitalisme, dans son illogique de « croissance éternelle »: un phénomène impossible sur une planète aux ressources énergétiques limitées, et dont la limite approche.

Le problème environnemental: une autre histoire qui est la même

Il ne convient pas, dans ce bref article d'explication générale du problème du chômage, de traiter le problème environnemental (également causé par l'irrationalité de la « structure » capitaliste en expansion).

Mais au moins regardez l'avertissement des Nations Unies sur les catastrophes climatiques qui «se produisent chaque semaine» et «nécessitent des investissements milliardaires»: ces catastrophes, causées par le réchauffement climatique, ont un coût estimé à 2,7 billions de dollars.

Observons également la conclusion, également de l'ONU, que l'humanité se dirige vers une sorte d'« apartheid climatique », dans lequel une poignée de riches – seigneurs du système et cause de cette situation dystopique – domineront les endroits, de plus en plus rares, avec moins de sujétion aux effets du chaos environnemental, laissant à d'autres humains les conséquences du changement climatique (en grande partie causées par la concurrence insensée de leur mode-de-production capitaliste).

Logiquement, tels « changements » – ou plutôt, des « catastrophes » – écologiques apportent leur contribution à la crise économique mondiale: le même OXFAM déclare que chaque année 20 millions de personnes immigrent pour échapper aux sécheresses, inondations, incendies et autres catastrophes.

***

En bref: la crise de l'emploi (qui comprend le processus de monopolisation du capital et des inégalités sociales), ainsi que la crise environnementale, ne sont que les deux faces de la « crise structurelle capitaliste ». Et cette *crise structurelle*, à son tour, ne se traduit pas « seulement » par de crises économiques graves et récurrentes, mais tend à s'amplifier

socialement, comme une décadence éthique, comme un déclin civilisationnel de la « modernité bourgeoise occidentale » (toujours) dominante.

Yuri Martins-Fontes

Illustration en vedette : Capture d'écran, source : capital.fr

[L'article original (en portugais) peut être lu sur le site de l'*Agence latino-américaine d'information*: https://www.alainet.org/es/node/204762]

Yuri Martins-Fontes *est philosophe et docteur en histoire économique pour l'Université de São Paulo ; recherche actuellement sur la pensée et la littérature latino-américaines, les mouvements sociaux, l'éthique marxiste et les savoirs traditionnels. Il travaille aussi comme enseignant, écrivain, traducteur et journaliste ; et coordonne les projets d'éducation populaire et d'éducation politique au Núcleo Práxis de l'USP. Il est l'auteur du livre «* Marx na América : a práxis de Caio Prado e Mariátegui *» (2017), entre autres. Depuis 1999, il collabore avec des médias indépendants, tels que : Caros Amigos, Revista Fórum, Agencia Latinoamericana de Información, Mondialisation.*

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © Yuri Martins-Fontes, Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : Yuri Martins-Fontes

A propos :

Yuri Martins-Fontes est philosophe et docteur en histoire économique pour l'Université de São Paul ; recherche actuellement sur la pensée et la littérature latino-américaines, les mouvements sociaux, l'éthique marxiste et les savoirs traditionnels. Il travaille aussi comme enseignant, écrivain, traducteur et journaliste ; et coordonne les projets d'éducation populaire et d'éducation politique au Núcleo Práxis de l'USP. Il est l'auteur du livre « Marx na América : a práxis de Caio Prado e Mariátegui » (2017), entre autres. Depuis 1999, il collabore avec des médias indépendants, tels que : Caros Amigos, Revista Fórum, Agencia Latinoamericana de Información, Mondialisation.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien

vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca